

lic ne peut pas faciliter la omission d'infractions», ssène l'avocat-candidat. Dans la même veine, les ap- els d'offre pour la mise en gé- ance des établissements de la 'ille doivent aussi «être réservés aux résidents».

Afin de créer du logement, il ne faut pas avoir peur de ensifier la ville et de surélever es immeubles», continue f. Pardo. «Sur les trois hectares 'Artamis, 300 appartements ont prévus, tandis qu'Anne- rasse construit 500 logements e qualité au centre-ville sur eux hectares, il y a encore de la large chez nous.»

A ses yeux, son élection à exécutif avec son colistier mettrait le Conseil adminis- ratif en phase avec le choix opulaire et la composition du onseil municipal». «C'est fini rigolade, il n'y aura plus de ajorité automatique mais es majorités de circonstance ui se formeront seulement utour des bons projets, aver- t Soli Pardo. Et c'est le MCG ui filtrera ces projets.» I

# Le logement au cœur du programme de l'Alternative

## VILLE DE GENÈVE • Les quatre candidats de gauche présentent leur accord de législature.

**Unis, les quatre candidats de gauche** au Conseil administratif de la Ville de Genève ont présenté hier leur programme de législature commun. «Cette colonne vertébrale vise à inscrire dans le marbre les options que nous mettons en œuvre et que nous voulons approfondir», relève Rémy Pagani (Ensemble à gauche), aux côtés de Sandrine Salerno (PS), Sami Kanaan (PS) et Esther Alder (Verts).

Au cœur de cette plate-forme figure le logement. Afin de défendre son bilan, l'Alternative a symboliquement tenu sa conférence de presse sur le toit d'un immeuble de logements sociaux en construction. «Le constat est clair et net, ce sont les collectivités publiques, les coopératives et les fondations qui créent du logement bon marché, tonne Sandrine Salerno. Les autres ne font que spéculer.»

Esther Alder ajoute la nécessité de répondre aux besoins des plus démunis, en mettant à disposition des logements d'urgence et en maintenant les acquis sociaux, notamment les prestations aux aînés. Le développement de services sociaux de proximité est aussi une priorité de l'Alternative. Dans le domaine de la culture, Sami Kanaan met lui l'accent sur le statut précaire des artistes, dont la situation va encore se détériorer avec la nouvelle loi sur le chômage: «Nous serons plus actifs, alors que le canton fait preuve de passivité.»

**Au Conseil municipal**, la gauche ne pourra plus compter sur sa majorité, notamment à cause de l'arrivée du MCG. Raison de plus, aux yeux de ses quatre candidats, d'appeler les électeurs à se mobiliser derrière eux pour faire face au populisme. MARIO TOGNI

# La nouvelle patinoire

## Le lieu de la future enceinte. En parallèle, quatre modèles

ce du bâtiment us élevée, entre u sol. Comme ntes, elle prend affichés du club ents (vestiaires uscultation, es- P..) et de locaux nche, la version à envisager un

étude gagne en nple sur le Pa- seille. Il s'agirait if» destiné aux ne patinoire ré- skatepark cou-

vert et éventuellement un seconde pa- tinoire ludique à destination du pu- blic. Elle table également sur une capacité d'accueil de 10000 places pour une surface de 15000 m<sup>2</sup>.

### Variante 4

De loin, la quatrième variante est celle qui voit le plus grand. Inspirée de la structure du Palais omnisport de Bercy ou de l'Arena de Madrid, elle paraîtra, à n'en pas douter, passablement mégalo aux yeux de certains. Sur 30000 m<sup>2</sup>, ce «complexe multisports» permettrait la pratique du hockey sur glace tout en pouvant accueillir d'autres manifestations sportives d'envergure. Un centre de conférence s'ajouterait dans le lot, mais aussi une

crèche et une salle dévolue à des expo- sitions temporaires. Cette option vise aussi une capacité plus élevée que les trois autres, fixant la jauge à 12000 places. Alors que la première variante prévoit 7 points de vente (buvettes et stands), celle-ci en afficherait 20 à 30.

Financée moitié-moitié par la Ville et l'Etat, l'étude de faisabilité estimée à 100000 francs sera confiée à un manda- taire externe. Pour chaque option, les contraintes de temps, de financements (publics et privés) et d'exploitation seront passées au crible. Qui paiera la fu- ture enceinte? La question n'est pas en- core tranchée. Toutefois – douloureuse expérience du Stade de Genève obli- ge –, il y a fort à parier qu'elle sera âpre- ment débattue dans l'arène politique. I